

vard, dans *Fortune*, périodique destiné, ainsi que l'indiquent ses éditoriaux, aux « boards of directors of American Business », un appel à ces messieurs, les invitant à réfléchir sur les avantages immédiats et à longue échéance que comporterait un « investissement de 100 milliards de dollars » échelonné sur 50 ans à l'étranger, et plus particulièrement en Europe. *Fortune* s'empresse de souligner que cette somme, relativement minime par rapport aux 341 milliards de dollars que trois années et demie de guerre ont coûtés aux Etats-Unis, serait mise à la disposition des pays étrangers non pas naturellement pour des raisons d'« altruisme, mais pour des raisons de politique mondiale et de profit ». Il s'agirait de procéder, sous la direction et le contrôle américains, à « la reconstruction du monde à travers une conception de paix de businessmen » capable d'assurer une longue prospérité à l'économie américaine et d'endiguer la poussée soviétique. *Fortune* précisait ainsi son programme : « Réduire les prix (aux Etats-Unis), encourager les prêts, augmenter les importations, envoyer des missions de techniciens américains dans les pays étrangers « afin d'appliquer » la théorie de paix avec profit de businessmen, à travers l'abondance. »

A Harvard, Marshall parla dans un sens analogue. Son discours « historique » contenait les idées suivantes :

a) La reconstruction de l'Europe exigeait plus de temps et d'efforts qu'on le pensait initialement.

b) Les destructions visibles étaient moins importantes que la dislocation organique de l'appareil productif de l'Europe.

c) L'aide américaine était absolument indispensable à la reconstruction européenne.

d) Il ne s'agissait cependant plus de traiter avec chaque nation européenne séparément, mais il fallait partir de l'Europe, ou d'une partie de l'Europe en tant qu'entité économique.

En ce sens, il faisait appel à la collaboration européenne pour bénéficier de l'aide américaine.

En réalité, l'aide américaine, spécialement à l'Europe, n'a pas cessé depuis le début du conflit impérialiste, s'étant poursuivie tout d'abord sous la forme du « prêt-bail » de guerre et ensuite sous la forme des livraisons de l'U.N.R. R.A., de prêts, etc. L'ensemble de cette aide, selon un récent rapport (1), se

monte à 5.908 millions de dollars pour l'année 1945, 5.354 millions pour l'année 1946, 6.768 millions pour l'année 1947. En outre, les Etats-Unis ont investi 3.386 millions de dollars dans la *Banque Internationale* et dans le *Fonds monétaire international*, qui, pratiquement, constituent aussi une autre forme d'« aide » aux pays étrangers.

De cette aide la plus grande partie, plus de 11 milliards de dollars, a été accordée, entre 1945 et 1947, aux pays européens. C'est grâce à cette aide que ces pays ont pu assurer, tant bien que mal, le ravitaillement de leurs populations, ainsi que l'approvisionnement en matières premières et en moyens de production de leurs industries.

Mais cette aide a été jusqu'ici livrée sporadiquement et sans coordination, tandis que Marshall a suggéré, dans son discours de Harvard, de lui substituer une aide « planifiée » visant à renflouer l'économie européenne et la rendre, dans un proche avenir, capable de subvenir par elle-même à ses propres besoins.

Quoique vague, la proposition Marshall, qui renfermait la promesse d'une nouvelle injection de dollars dans les veines desséchées de l'économie européenne, a provoqué un enthousiasme délirant de Rome à Londres ; Italiens, Français et Anglais, à cette époque, étant pris tous les trois à la gorge par la « crise de dollars ». Bevin s'empresse de saisir la planche de salut tendue par la « généreuse » Amérique et, après une première consultation avec les Français, organisa la « Conférence à Trois », qui eut lieu à Paris à la fin de juin 1947, avec la participation de Molotov, représentant l'Union soviétique. L'entente n'ayant pu se réaliser entre les trois, en ce qui concerne la façon d'envisager et d'utiliser l'« offre Marshall », pour des raisons que nous examinerons à part, Anglais et Français décidèrent le principe d'une conférence européenne incluant tous les pays européens qui accepteraient de participer à la « reconstruction européenne » sous l'égide américaine.

En août 1947 se tint la conférence des seize nations européennes qui représentaient la totalité des pays européens, à l'exception du « glacis » soviétique. Ainsi prenait forme le « bloc occidental », cette fois sous l'égide américaine, les nécessités économiques ayant obligé aussi bien l'impérialisme britannique que l'impérialisme français à enterrer leur politique initiale qui avait esquissé au lendemain de la guerre la tentative de la création d'un tel bloc, faisant face à la fois à la poussée so-

viétique et à l'expansionnisme américain. Sur le plan politique, l'« idée » Marshall achevait déjà une première victoire contre l'U.R.S.S. provoquant d'emblée un regroupement du monde capitaliste derrière le char en or de Washington.

Le rapport des Seize

Les Seize étaient arrivés tout d'abord, vers la fin d'août 1947, à la conclusion que l'aide américaine pour la période de quatre ans (1948-1951) devait se chiffrer à 29 milliards de dollars.

Ce chiffre a été immédiatement considéré comme excessif par Washington qui conseilla, par la bouche du secrétaire d'Etat R. Lovett de rester « raisonnable et réaliste » et envoya à Paris G. Kennan et Ch. Bonsteel, afin de modérer le tableau de faillite de l'économie européenne dressé par les experts des Seize, et de réduire les dimensions de l'aide demandée. On apprenait que les deux envoyés américains, assistés des ambassadeurs Douglas et Caffery, étaient peu satisfaits du premier projet de rapport préparé par les Seize et qu'ils avaient formulé à son égard deux critiques principales :

a) Le rapport devait indiquer clairement que les nations européennes, bénéficiaires de l'aide américaine, s'engageaient à subvenir, à partir de 1952, par elles-mêmes à leurs besoins, sans crédits de dollars supplémentaires.

b) Le rapport ne devait pas être une simple liste des besoins à satisfaire avec les dollars américains, mais refléter plutôt un effort réel de coopération économique effective des seize nations.

Ces critiques furent reprises d'une façon plus nette par le nouvel envoyé américain Clayton qui arriva à Paris au début de septembre 1947, afin de réviser une deuxième fois le rapport des seize, avant que celui-ci soit envoyé à Washington. Les Seize ayant déjà admis de réduire les 29 milliards de dollars initialement prévus à 21 milliards, Clayton formula six points de critique dont les principaux concernaient la politique intérieure des Seize et leur coopération, Clayton, à son tour, insista en effet pour que les nations bénéficiaires de l'aide américaine stabilisassent préalablement leurs monnaies et coopèrent plus étroitement entre elles.

En réalité, ces critiques éclairaient déjà un aspect du sens de l'aide américaine. Les businessmen d'outre-Atlantique entendent investir leurs fonds en Europe, sur un terrain fertile, propice aux affaires et au commerce américain,

L'essentiel des travaux de la Conférence des Seize en ce qui concerne l'aspect économique que l'aide américaine devait prendre en considération a été donné par les rapports de ses commissions techniques, rapports que nous allons examiner rapidement.

grâce à la prise préalable d'une série de mesures : a) déflationnistes, enrayant l'inflation, et b) antiprotectionnistes, abaissant les barrières douanières et faisant de toute l'Europe occidentale un espace relativement libre à la circulation des marchandises américaines. A la lumière de ces considérations, on comprend toute la série des mesures prises par les gouvernements capitalistes de l'Europe, et principalement par l'Italie, la France et l'Angleterre, en vue de préparer le terrain pour l'adoption du plan Marshall par le congrès et pour son application : accords douaniers de Genève, politique déflationniste de de Gasperi et de Schuman, dévaluation de la lire et du franc. Tout cela était déjà impliqué dans le rapport final de la Conférence des Seize.

Ce rapport, publié définitivement dans la dernière semaine de septembre 1947, contient une série de données essentielles concernant le déséquilibre économique actuel du monde capitaliste européen et les moyens envisagés pour le surmonter. Il se divise en sept chapitres traitant successivement des questions suivantes :

a) Introduction historique et situation actuelle de l'économie européenne ;

b) Le programme de la reconstruction économique européenne ;

c) L'effort de production à accomplir ;

d) L'analyse de la situation financière des pays européens et les moyens à employer pour arriver à la stabilisation monétaire ;

e) La coopération économique entre les pays bénéficiaires de l'aide américaine ;

f) Le programme des importations nécessaires durant la période du plan 1948-1951 ;

g) Le problème des paiements, pour arriver, dès 1952, à une balance de comptes favorable, dispensant l'Europe du recours à de nouveaux crédits américains.

Il est naturellement difficile de procéder à l'analyse critique de l'ensemble de ce rapport. Nous nous contenterons de l'examen de ses points essentiels.

(1) « The Impact of Foreign Aid Upon the Domestic Economy » du Council of Economic Advisers.